

Commission : **ONU-Femmes**

Sujet : **Changer le regard sur les femmes, les hommes et le genre**

Membre de l'État-major : **Ainara Salido Berridi, Louis Chantraine**

Position : **Président.e.s**



Introduction

Avec la fin du confinement, la litanie des noms de victimes et des circonstances qui ont conduit une femme à mourir assassinée par son (ex-)conjoint a repris de plus belle, notamment en Europe où les « féminicides » se comptent par centaines chaque année, et par dizaine de milliers à travers le monde ; à cette échelle, une femme sur trois a par ailleurs déjà été victime de violences physiques ou sexuelles d'après l'Organisation mondiale de la santé. Quant à l'homosexualité, dans 69 pays elle est réprimée et la loi prévoit des sanctions en effet communément appliquées contre des gays et lesbiennes, 11 pays allant jusqu'à la peine de mort en cas de relations homosexuelles.

Et pourtant, avec le mouvement #MeToo qui a pris une telle ampleur ces dernières années, on a assisté à une mobilisation sans précédent depuis le mouvement féministe des années 1970, et pas seulement en Occident, contre l'impunité des agressions subies par les femmes, contre la société patriarcale et ses schémas rétrogrades, pour la liberté de disposer de son corps, et contre toute forme d'assignation à un rôle déterminé. Car pour faire exploser tous les plafonds de verre qui empêchent d'atteindre la pleine égalité, il faut d'abord obtenir la reconnaissance des préjudices subies et de la nécessité d'agir à toutes les échelles et dans tous les secteurs.

Certains se souviennent peut-être de la chanson « un violeur sur ton chemin » et de ces centaines de femmes rassemblées pour danser et chanter sur cet hymne féministe venu du Chili en 2019 ; ou encore en 2020 du « On se lève et on se casse » de l'actrice Adèle Haenel après la remise d'un César au réalisateur Roman Polanski, accusé de viol ; ou de la forte indignation de la société espagnole après le meurtre d'un jeune homosexuel à Madrid en 2021 ; et des phénomènes comme l'émission culte RuPaul's Drag Race ou même la K-Pop n'ont-ils pas contribué à changer tout en douceur notre regard sur la culture queer ?

Un sentiment d'urgence a en effet conduit à des actions plus ou moins spectaculaires qui ont permis de rendre visible ce qu'on refusait de voir, et à remettre en question les normes, aussi bien en matière de sexualité que de genre : la frontière entre l'homme et la femme, mais aussi entre toutes les variantes de la sexualité se brouille, et il faut apprendre à faire avec. Mais les pays du Sud, où le droit des femmes est rarement respecté, ne sont-ils pas restés à l'écart de ces évolutions ? Cette violation d'un droit fondamental humain se voit bien trop aisément justifiée par la culture ou bien par la religion. Or, chaque être humain en tant qu'individu a droit à voir ses droits respectés, et ce en toutes circonstances. Des moments particuliers dans l'histoire, comme les guerres, ont vu les femmes accéder davantage au marché du travail, et dans nombre de pays, souvent au Nord, des progrès ont été accomplis, comme les lois autorisant l'avortement, le droit à la contraception, etc.

Cependant, les inégalités persistent. Le revenu mensuel d'une femme est inférieur à celui d'un homme au même poste, et si des progrès ont été accomplis dans l'accès des femmes à des postes à haute responsabilité dans les pays riches, ils sont tout de même très lents. En Afrique, les femmes représentent moins de 20 % de l'emploi salarial dans le secteur non agricole. Mais c'est probablement dans le cadre familial que les écarts entre le Nord et le Sud sont les plus flagrants : d'après une enquête menée par ONU Femmes, seulement 52 % des femmes mariées ou vivant en

concubinage prennent librement leurs propres décisions concernant les rapports sexuels, l'utilisation de moyens de contraception et les soins de santé.

Pour que le regard porté sur les femmes, mais aussi sur les hommes et sur le genre en général change en profondeur, le féminisme ne doit plus être considéré comme un combat réservé aux femmes mais impliquer tout un chacun, en particulier les futures générations. Le Comité des droits des femmes se concentre sur les actions à mettre en place pour garantir l'égalité des genres. Il vise à empêcher les abus commis par les personnes du sexe opposé en dévalorisant le travail fait par les femmes mais aussi à prohiber les violences sexuelles de plus en plus récurrentes dans nos sociétés. En tant que comité rattaché à l'Assemblée générale, il est directement inspiré par la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, et ses thèmes sont fondés sur le champ d'action du Conseil des Droits des femmes.

Vocabulaire

Genre : Le genre, différent du sexe, est apparu dans les années 80 aux États Unis. Il met en évidence que les rapports entre femmes et hommes sont les fruits d'une construction sociale, historique, culturelle, symbolique. Ils ne sont pas naturels. Ils varient considérablement d'une société, d'une culture et d'une époque à l'autre. Il permet de comprendre comment la société, à partir du sexe biologique, attribue aux hommes et aux femmes des rôles, des normes et obligations différents, créant ainsi une hiérarchie et des inégalités.

Parité : La parité signifie que chaque sexe est représenté à égalité dans les institutions. C'est un instrument au service de l'égalité, qui consiste à assurer l'accès des femmes et des hommes aux mêmes opportunités, droits, occasions de choisir, conditions matérielles tout en respectant leurs spécificités. La notion de parité constitue le fondement des politiques de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes. Au nom de ce principe ont été édictées plusieurs lois visant à réduire les disparités dans les domaines des salaires, de l'emploi, de l'éducation, de la représentation des femmes dans les instances de pouvoir politique et économique.

Charge mentale : Un poids psychologique que fait peser, plus particulièrement sur les femmes, la gestion de tâches domestiques et éducatives, engendrant une fatigue physique et, surtout, psychique.

Sexisme : Le sexisme ordinaire est la banalisation d'attitudes, de comportements ou de réflexions sexistes. Des gestes qui peuvent sembler anodins, mais qui traduisent une discrimination réelle en infériorisant les femmes.

Féminisme : Ensemble d'idées et de mouvements orientés vers un but commun : atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie.

LGBTQIA+ : **L comme lesbienne**. Une femme qui a des relations sexuelles avec une femme.

G comme gay. Un homme qui a des relations sexuelles avec un homme.

B comme bi. Une personne qui a des relations sexuelles avec un homme ou avec une femme.

T comme trans. Une personne née homme ou née femme et qui ne se sent pas appartenir à ce genre.

Q comme queer. Une personne se dit queer quand elle ne se reconnaît pas dans la sexualité hétérosexuelle, ou ne se sent pas appartenir à un genre défini.

I comme intersexe. Les personnes intersexes ne sont nées ni homme ni femme. Il existe plusieurs situations qui peuvent mener à l'intersexuation.

A comme asexuel. Les personnes asexuelles ne ressentent pas le besoin de s'engager dans des relations sexuelles ; elles peuvent avoir des relations amoureuses mais revendiquent le droit à ne pas ressentir d'attirance physique.

+ comme : et tous les autres.



I. L'émancipation des femmes

A. Prise de conscience

Avant que les représentations et les pratiques sociales évoluent, l'étape de la prise de conscience est cruciale. Depuis quelques années, les sociétés occidentales semblent davantage se rendre compte de l'obsolescence des normes traditionnelles et du modèle patriarcal au regard de la question du genre ou de celle de la sexualité.

Le statut de la femme est en constante évolution dans de nombreux pays où, de plus en plus, hommes et femmes sont considérés comme égaux, à tout le moins au regard de la loi, évolution qui peut aller dans quelques rares pays jusqu'à l'émancipation presque totale de celles-ci. Mais pour que cette évolution ait lieu vers plus d'égalité, il est nécessaire de d'abord prendre conscience que nos ont été et sont encore caractérisées par la domination masculine, c'est-à-dire par une organisation fondée sur des normes de genre et une répartition inégale des rôles entre les hommes et les femmes. C'est cette prise de conscience qui permet d'aller vers des droits réellement universels et une transformation en profondeur du vécu de millions de personnes.

L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes a pour but depuis maintenant douze ans de consolider et de promouvoir l'égalité de genre au sein de l'Union européenne. D'après certaines études menées par l'Institut, elles démontrent qu'il faudrait encore au moins 60 ans pour parvenir à une égalité complète entre les hommes et les femmes. Mais ce constat cache de grandes disparités. Ainsi, en 2021, l'indice d'égalité de genre – construit à partir de données mesurant les écarts entre les hommes et les femmes dans des domaines comme le travail, l'argent, le savoir, le temps, le pouvoir et la santé – n'était que de 52,5 pour la Grèce, mais de 83,9 pour la Suède.

Mais, cette prise de conscience est-elle assez poussée ou assez forte pour arriver à cet idéal où les femmes auront les mêmes opportunités que les hommes ? Certains pays reviennent sur des décisions anciennes qui ont contribuées à émanciper les femmes au sein de la société, comme on a pu le voir récemment avec la remise en cause du droit à l'avortement par la très conservatrice Cour Suprême des Etats-Unis. Cette prise de conscience semble très lente dans certains pays du monde, comme en Arabie Saoudite où les femmes n'ont toujours pas le droit de vote, ou en Afghanistan où le retour des talibans au pouvoir a de nouveau conduit à priver les filles d'éducation.

Cette prise de conscience devrait favoriser des progrès concrets, avec des prises de décisions qui pourront réellement faire évoluer le statut social de la femme. Dans les sociétés où les femmes ont vu leur statut évoluer, l'accès au pouvoir reste néanmoins compliqué. Au niveau des gouvernements, les femmes sont souvent nommées à des postes ayant des fonctions doubles mais surtout symboliques – à la famille, à la diversité, etc. –. Comme si leur simple présence était suffisante. La présence des femmes dans les gouvernements ouvre une brèche dans un pouvoir majoritairement masculin. Le fossé entre l'opinion et la classe dirigeante de certains pays semblant béant. Dans la majorité des pays, le peuple est prêt à voir une femme au pouvoir, comme en France où des statistiques prouve que 90 % des Français se diraient favorable à l'élection d'une femme au poste de président. Si les sociétés ne sont pas contre la parité, la balle serait-elle alors seulement dans le camp des gouvernements ?



En avril 2020, au-dessus de ce montage, la RTBF titrait : « Coronavirus : quel point commun entre les pays ayant la meilleure réponse face à la pandémie ? Des femmes au pouvoir »

La nouvelle vague du féminisme

Les préjugés sur le féminisme, y compris chez beaucoup de femmes, assimilent ce mouvement à une tentative de revanche contre les hommes. Pendant longtemps, les féministes étaient surtout des femmes blanches et éduquées, issues de la bourgeoisie, donc un groupe élitiste excluant les minorités. Comme tout mouvement social, le féminisme est désormais traversé par différents courants de pensées. A l'instar de notre société, il est également cosmopolite. On remarque notamment, depuis quelques temps, ce qu'on aime appeler la troisième vague du féminisme. Ces « nouvelles » féministes revendiquent plutôt une mixité sociale qu'une parole divergente des hommes. Elles prônent le dialogue homme/femme. Surtout, un mouvement comme #MeToo a rendu le féminisme politiquement incontournable en le rendant davantage visible. En même temps, cette plus grande visibilité et légitimité de ce combat suscite des réactions d'arrière-garde et des ressentiments toujours plus importants et pesants dans la société (voir sondage ci-dessous).



Un sondage réalisé en 2014 pour Grazia indique que :

- Les féministes se positionnent contre les hommes en se trompant d'enjeu : 69 % des sondés le pensent, dont 73 % des hommes et 66 % des femmes.*
- Les féministes en font « trop » : 70 % des hommes et 58 % des femmes le pensent.*
- Les féministes nient les différences entre les hommes et les femmes : 58 % des hommes et 49 % des femmes l'estiment.*
- Les féministes nuisent à l'image des femmes : 57 % des hommes et 42 % des femmes le pensent.*
- Le féminisme devrait se faire davantage « en alliance avec les hommes » : 75 % des hommes et 69 % des femmes le déclarent.*
- Le féminisme devrait être plus concret et en prise avec le réel : 61 % des hommes et 65 % des femmes.*

B. Les crispations

Malgré toutes les avancées auxquelles on assiste, l'émancipation des femmes n'est pas encore arrivée à son terme. Il apparaît même parfois que la violence envers les femmes augmente, et que certains droits gagnés par celles-ci sont annulés, supprimés.

Le covid-19 n'a pas amélioré la situation des femmes à travers le monde, notamment lors du premier et du second confinement. Durant ces périodes, le nombre de femmes victimes de violences conjugales a augmenté de manière significative. En France, selon un sondage réalisé par l'IFOP pour la Fédération nationale Solidarité Femmes, 9 % des femmes en couple indiquent avoir été victimes de violences conjugales. Chiffre intéressant : pour 1 victime sur 10, les violences ont commencé pendant le premier confinement, ce qui prouve que le confinement n'a pas seulement favorisé les violences conjugales mais les a aussi provoquées. Le Mexique en est un autre exemple. Les délits envers les femmes et les féminicides sont chose commune au Mexique et malgré l'absence d'un confinement obligatoire, il y a eu une augmentation de 10 à 20 % des violences envers les femmes. Au Mexique, tout comme dans certains autres pays, il faut aussi prendre en compte le fait que 90 % des violences envers les femmes restent impunies, ce qui favorise sans conteste cette violence spécifique.

Des femmes manifestent contre la violence faite aux femmes au Mexique. En moyenne, onze femmes sont tuées chaque jour dans le pays, et ces crimes restent pour la plupart impunis. Source : RTS



Globalement en Europe, nous observons également des disparités au niveau du nombre de cas entre les pays du nord et du sud. En effet, selon une étude de l'agence européenne des droits fondamentaux effectuée au sein de l'Union européenne, dans les pays du sud de l'Europe, tels que l'Espagne, l'Italie ou le Portugal, il y a plus ou moins 20 % des femmes qui déclarent être victimes de violences physiques. Dans les pays du nord, comme la Finlande, le Danemark ou la Lettonie, il y a presque 50 % des femmes qui sont victimes de violences physiques. En dehors de l'Europe, dans de nombreux pays asiatiques ou africains, comme l'Inde, le Pakistan, le Kenya, les violences conjugales sont justifiées et impunies dans plus ou moins 50 % des cas. Les statistiques sont alors d'autant plus difficiles à établir que les violences faites aux femmes ne sont pas appréhendées de la même façon. Prenons la notion de « viol conjugal » : il n'y a pas si longtemps, les relations sexuelles entre époux étaient considérées comme un « devoir marital », sanctionné par le mariage. Aujourd'hui, une relation sexuelle non consentie, même entre époux, est considérée comme un viol en Europe... mais cette conception est loin d'être partagée partout dans le monde. Ainsi en Inde, où une très grande majorité des mariages est arrangée et où la société est très patriarcale, le viol conjugal n'est pas reconnu par la loi, et des groupes masculinistes (qui considèrent qu'il faut préserver la domination masculine) font pression pour ne pas modifier un statu quo garant de l'ordre familial.

La religion aussi est un frein pour le féminisme. Les religions s'inspirant de textes anciens contribuent à maintenir la femme dans une position d'infériorité. Dans les textes fondateurs des cinq grandes religions du monde – le christianisme, l'islam, le bouddhisme, le judaïsme et l'hindouisme – , les femmes sont vues comme étant à l'origine des maux du monde, leurs corps lui aussi est vu comme incitant à commettre le péché de chair. Ainsi dans les pays musulmans, souvent très traditionalistes et conservateurs, les femmes doivent respecter de nombreuses règles, toutes plus strictes que pour les hommes (port du voile, voire de la burqa, etc.). Mais en Europe, s'il est possible d'être féministe et religieux, les préjugés contre l'islam dans les sociétés occidentales rendent cette posture assez « mal vue ».

II. Le masculin et le féminin en question

A. Remise en question des représentations binaires

Le masculin doit forcément être virile... C'est ce que, il y a encore peu, on pensait majoritairement dans nos sociétés occidentales. Ceci est toujours le cas des pays moins ouverts sur les questions de genre, d'égalité et sur l'émancipation des femmes. Pendant de nombreuses années la virilité a constitué la fierté des hommes. Aux yeux de la société, un homme qui n'aurait pas été perçu comme viril n'était pas considéré comme un « homme véritable ».

La virilité est fondée sur un idéal masculin ; la force physique, la fermeté morale, la puissance sexuelle et pour finir tout simplement la domination masculine. Encore aujourd'hui, une sorte de pression est exercée sur les garçons dès le plus jeune âge. Du pensionnat au collège, les garçons étaient appelés à s'endurcir, à devenir fort, ce qui les amène indirectement à afficher à tout prix leurs virilité naissante. Dans le monde actuel la diffusion de la pornographie continue à nourrir la représentation du « mâle plus que viril ». Le concept archaïque et culturel de la virilité représente en réalité ce que l'homme doit être. Aux Etats-Unis par exemple, Donald Trump, par ses discours mais surtout par ses attitudes, incarne pour de nombreux hommes blancs conservateurs cet idéal masculiniste.



Ce concept se voit malgré tout rétrograder dans les sociétés occidentales du fait de l'effondrement du mythe guerrier. Au fil du temps, le regard sur la virilité change, ce qui revient à se poser comme question : et si, comme les femmes, les hommes étaient depuis toujours victimes du mythe de la virilité ? L'homme se voit ainsi condamné à ne jamais montrer ses émotions et à redouter de manière extrême l'effémination. Pour être totalement en adéquation avec le concept de l'homme viril, les hommes se voient obligés de faire partie d'un processus extrêmement couteux pour devenir un « homme ».

La crise de la masculinité est un concept sociologique qui renvoie à l'ensemble des doutes, questionnements, remises en cause que l'homme expérimenterait dans une société bouleversée par la libération de la femme et la libération sexuelle. La virilité est un marqueur important de discrimination pour les femmes mais aussi pour les hommes n'entrant pas dans le cadre de ces préjugés masculinistes. Historiquement, le féminisme a apporté énormément aux femmes mais aussi aux hommes. Grâce au féminisme, les hommes se sentent plus libres de se montrer sensibles, de montrer des « signes de faiblesse ».

Ainsi, l'image de l'homme change, et dans les jeunes générations, la place du père dans la famille traditionnelle évolue, car les pères s'engagent émotionnellement avec leurs enfants, et ce dès la grossesse. Cette évolution de la place de l'homme dans la société est dû à l'évolution et l'émancipation de la femme qui, depuis quelques années, se voit attribuer de plus en plus les mêmes droits que ceux du genre opposé.

Dans les cabinets de psychologie, les hommes un peu perdus tentent de s'accrocher à un modèle, ou au contraire cherchent un nouveau modèle :

- *l'homme qui a été élevé dans un univers très féministe, avec un réel respect pour la femme, n'ose parfois exprimer ses envies et désirs de peur d'être perçu comme le macho, le dominant. La femme en devient inaccessible, il n'arrive pas à trouver la juste place au sein du couple ;*
- *l'homme qui reste accroché au mythe de la virilité, avec ses codes, un mode de fonctionnement et des représentations des rôles et de la place de chacun très figés. Lui, également a du mal à trouver la juste place dans le couple ;*
- *l'homme sensible, qui ne se trouve pas à la hauteur de sa compagne, qui elle parfois prend toute la place et prend le dessus dans la sphère comme dans la vie intime. Lui aura une telle peur de la décevoir qu'il aura tout autant de difficulté à trouver sa place.*

Bien trop souvent, les personnes ayant une sexualité hors de la norme hétérosexuelle, tels que les homosexuels, les bisexuels, le transgenres, subissent des discriminations et des violences. D'après les chiffres du Centre interfédéral pour l'égalité des chances, en Belgique, 90% des homosexuels subissent des violences verbales et psychologiques, 30 % subissent des violences physiques et 20 % sont victimes de violences matérielles. Un rapport de l'association française SOS homophobie démontre que, en 2020, durant la pandémie, les violences contre les personnes LGBTQIA+ ont souvent eu lieu dans l'espace privé. Les victimes sont fréquemment sujettes à des troubles psychosociaux tels que l'anxiété causée par la pression qu'ils subissent pour dissimuler leur orientation sexuelle.

D'après le magazine Au Féminin, « *Les individus non-binaire sont les individus qui n'entrent pas dans cette dichotomie des genres qui s'évertue à placer d'un côté les hommes et de l'autre les femmes. Pour autant, le fait d'être non-binaire n'a rien à voir avec l'orientation sexuelle ou encore le désir de changer de sexe ou d'effectuer une transition. Une personne non-binaire ne s'identifie ni homme ni femme alors qu'une personne trans est une personne dont le genre ressenti ne correspond pas à son sexe de naissance, et qui peut envisager de changer de sexe.* »

La nouvelle génération ne se reconnaît pas dans la binarité traditionnelle et s'émancipe du genre masculin et féminin à travers l'art, le cinéma et la mode. La mode est en effet l'un des marqueurs les plus importants de la définition et de la représentation de la masculinité et de la féminité au sein de la société. C'est la mode qui a défini que traditionnellement les femmes devaient porter des jupes, des robes, des sacs à main, du maquillage... et que les hommes devaient quant à eux porter des jeans, des chemises, des costumes, des vêtements plus larges, etc... du moins dans les sociétés occidentales, ces normes étant différentes d'une culture à l'autre, mais tout aussi marquées dans d'autres espaces culturels.



Bilal Hassani et Conchita Wurst à l'Eurovision 2019 et 2014, vitrine LGBT

En 2022, on peut observer une évolution des mentalités. Les vêtements non genrés sont le reflet d'une société qui se transforme. Selon le designer Mic Carter, « *il ne s'agit plus seulement de dire qu'un vêtement peut aller aussi bien à une femme qu'à un homme, mais vraiment de refléter cette identité propre.* »

La question est alors celle de l'acceptabilité de ce qui apparaît encore à beaucoup comme des déviances. Tandis que dans certains pays l'homosexualité est criminalisée, dans d'autres cette reconnaissance de la différence passe par des législations adaptées, comme le mariage homosexuel, ou la procréation médicalement assistée (PMA) qui permet notamment à des couples de lesbiennes d'avoir des enfants. Les modalités pour changer de sexe soulèvent aussi de très nombreux débats éthiques, en particulier à propos de l'âge à partir duquel un individu est en mesure de déterminer à quel sexe il appartient, et à quel moment il convient de s'engager dans un processus irréversible. *In fine*, c'est donc au politique d'encadrer et de reconnaître ces évolutions sociétales.

B. Femmes et pouvoir

Malgré le fait qu'il existe une multitude de formes de pouvoir (politique, économique, religieux, scientifique, etc.), les femmes n'accèdent que très difficilement aux plus hautes sphères de notre société. La cause de cette inégalité est la répartition ancestrale des rôles : la sphère publique pour les hommes, les tâches domestiques pour les femmes. Même si les femmes ont depuis le XX^e siècle accès au monde du travail salarié, et par la suite ont obtenu des responsabilités dans la sphère publique et politique, elles restent malgré tout en retrait. Elles se heurtent à un véritable plafond de verre dès qu'il s'agit d'être promue à un poste de dirigeant (politique, économique, religieux...) un poste influent, d'autorité.

Ce « plafond de verre » renvoie à l'idée qu'il existe une sorte d'obstacle invisible qui stoppe les femmes dans l'avancée de leur carrière ou dans l'accession à de hautes responsabilités, plafond qui n'existerait pas pour les hommes. Ainsi, en France en 2008, il n'y avait que 7,64 % des femmes dans les conseils d'administration du CAC 40. Et ce n'est pas parce qu'il n'y en a pas à des échelons inférieurs : il y a 31 % de femmes dans les cadres administratifs et commerciaux. Selon Eurostat, les femmes représentent seulement 17 % des dirigeants salariés d'entreprises en Europe.

Pourtant en théorie et en droit, les femmes et les hommes ont un accès égal aux études, au vote, au travail, etc. En 2011, la sociologue Jacqueline Laufer et le politologue Pierre Muller écrivaient : « *Mais de quoi vous plaignez-vous, vous avez les mêmes droits que les hommes !* », entend-on ainsi souvent. S'il apparaît que les femmes ont désormais obtenu l'accès à tous les aspects formels de l'égalité, l'accès en droit à toutes les formations et à tous les postes étant désormais réalisée,

l'histoire de leur accès à l'égalité de pouvoir est loin d'être achevée. [...] Rendre compte du plafond de verre suppose de faire coïncider deux phénomènes apparemment contradictoires : les progrès des femmes dans les professions qualifiées [et] le maintien des inégalités face à la carrière et face à l'accès à des positions de pouvoir formel dont témoigne la position minoritaire des femmes dans les hiérarchies organisationnelles ». Pour comprendre l'existence de ce plafond de verre, il faut notamment se pencher sur la manière dont le travail et les compétences des femmes sont perçus. Une étude publiée en 2016, dirigée par Ann-Sophie de Pauw montre qu'une femme a 33 % de chance de moins qu'un homme d'être invitée à un entretien d'embauche pour un poste au contenu très dense et technique. Alors que pour un poste où les « qualités humaines » priment, elles ont autant de chance que les hommes d'être convoquées.

Les femmes luttent en fait contre les attentes que beaucoup de gens ont d'elles, notamment dans le domaine politique comme l'explique Esther Duflo dans *Libération* : « Si les femmes sont implicitement associées à la sphère privée et à la position dominée, les femmes dirigeantes font face à un double handicap : soit elles se conforment à l'idéal traditionnel féminin, auquel cas elles ne peuvent pas être perçues comme des leaders compétents ; soit elles se conforment à l'idéal du leader, auquel cas elles sont pénalisées pour ne pas correspondre à l'idéal traditionnel de la femme ("Qui va garder les enfants ?" aurait déclaré l'ancien premier ministre français Laurent Fabius lorsque Ségolène Royal et son conjoint François Hollande avaient tous deux déclarés vouloir se présenter à l'élection présidentielle) ».

Lorsque les femmes sont au pouvoir assiste-t-on à une masculinisation ? La question mérite d'être posée, est-ce un stéréotype ou une réalité ? Selon une étude publiée dans les années 1970, les femmes développent un « syndrome de la reine des abeilles », c'est-à-dire qu'une femme accédant à une position dominante dans un environnement de travail empêcherait, freinerait la progression d'autres femmes. Cette hypothèse, bien qu'ancienne a été d'abord réaffirmée par quelques études dans les années 2000, mais une étude plus récente réalisée en 2015 dit au contraire que les femmes auraient plutôt tendance à soutenir leurs collègues ou subordonnées féminines.

En réalité, beaucoup de femmes s'efforcent d'adopter des attitudes dites « masculines » pour affirmer leur autorité. L'inconscient collectif attend d'un homme qu'il ait de l'autorité, du charisme, de la virilité... Alors qu'on attend d'une femme qu'elle soit plutôt tournée vers les autres, gentille, douce et bienveillante... Lorsque les patronnes arrivent au pouvoir, elles gardent en tête les stéréotypes liés à leur propre sexe et se montrent alors plus exigeantes avec les femmes. Ces femmes sont en fait victimes des préjugés, elles se montrent plus sévères pour « coller au modèle valorisé », elles transgressent ce que l'on attend d'elles. Par contre, lorsqu'un homme a le comportement typique d'une « reine des abeilles » on ne le remarque pas car son comportement répond aux attentes d'un leader. Si c'est une femme on y prête d'avantage attention, car elle ne répond pas aux attentes genrées. Selon des études, le comportement des femmes ne diffère guère de celui des hommes. Ce n'est donc pas un problème de genre, mais un problème de perception.

HAUTE FONCTION PUBLIQUE : ENFIN L'ÉGALITÉ ?



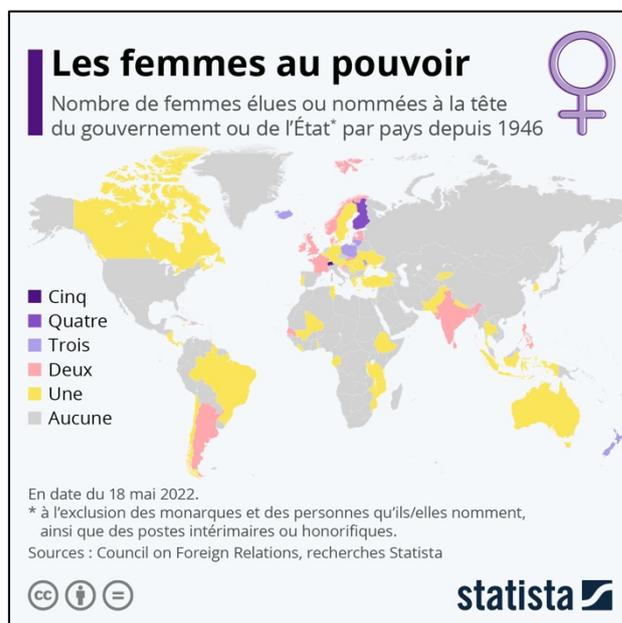
III. Promouvoir un autre regard sur le genre

A. Approches *top-down* vs. *bottom-up*

Faut-il que les États initient le changement, promeuvent de nouvelles lois afin que les pratiques sociales évoluent et que les conservatismes reculent (approche *top-down*, descendante, du sommet de l'État vers la base de la société) ? ou bien que les mentalités changent par en bas, par des initiatives prises au sein de la société civile, avant que les États ne finissent par entériner ces changements (approche *bottom-up*, ascendante, de la base vers le sommet) ? Cette question n'est pas théorique, car elle détermine la façon dont on pourra le mieux faire évoluer le regard porté sur les relations hommes/femmes et sur le genre, et par voie de conséquence ces relations elles-mêmes dans un sens plus harmonieux et tolérant.

Pour illustrer ce dilemme, un bon exemple est celui de la mise en place de quotas, c'est-à-dire le fait de réserver un pourcentage des places dans la sphère économique (par exemple les conseils d'administration des grandes entreprises) ou dans la sphère politique (au parlement ou au gouvernement), une approche typiquement *top-down*. De fait, les quotas contraignants ont joué un rôle accélérateur dans la féminisation des conseils d'administration des entreprises. Un rapport publié en février 2017 par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes estime qu'« en l'absence de contraintes légales fermes, les stratégies de cooptation entre les hommes se perpétuent et le partage des responsabilités s'arrête aux portes du pouvoir ». A contrario, beaucoup de femmes sont contre les quotas car elles veulent être jugées uniquement pour leur mérite et leurs compétences, et non au regard de leur sexe. De plus, ces quotas n'affectent pas certains des obstacles principaux des femmes face au monde du travail comme les questions de garde d'enfants. En effet, dans le contexte d'organisations qui attendent d'elles un surinvestissement professionnel, les femmes subissent une charge mentale liée à la conciliation travail/famille plus forte que leurs collègues masculins, et bénéficient moins souvent qu'eux d'un soutien conjugal à leur carrière. Ne faudrait-il pas plutôt, en plus d'introduire des objectifs propres à chaque entreprise, changer la vision sur la femme « mère de famille » afin de leur permettre une meilleure conciliation entre travail et vie familiale ? En Suède, par exemple, les entreprises adoptent des codes dit « de bonne gouvernance » pour régler en interne l'équilibre hommes/femmes, et c'est aussi le pays où les parents bénéficient d'un congé parental de 480 jours, à répartir entre les deux parents, avec un minimum de 60 jours réservés au père, le but étant de promouvoir leur implication dans l'éducation des enfants et l'égalité professionnelle hommes/femmes. Les quotas ne sont pas *la* solution pour l'égalité, mais ils en sont *un outil* : un outil dont il ne faut pas nécessairement attendre plus que ce qu'il permet plus ou moins mécaniquement (augmentation de la proportion des femmes), mais dont les effets symboliques sont potentiellement forts.

Au sein du gouvernement français, il y a autant de femmes que d'hommes. Mais est-ce pour autant qu'il y a une réelle égalité ? Dans le dernier gouvernement d'Emmanuel Macron, s'il y a 11 femmes ministres pour 11 hommes, une seule femme est à la tête d'un des ministères régaliens (les cinq plus importants). Selon ONU Femmes, l'égalité hommes-femmes ne sera pas atteinte dans le monde avant au moins 50 ans. Les femmes sont plus facilement nommées à de hautes fonctions en temps de crise qu'en temps normal, et les femmes sont plus rarement choisies par les électeurs pour occuper de hauts postes de la sphère politique. Les quotas permettent certes d'avoir plus de femmes dans les gouvernements, mais cela a-t-il réellement un impact dans la manière dont sont prises les décisions ? Et même dans un pays développé comme le Japon, il y a seulement 9,5 % de femmes au sein du gouvernement.



Lors d'un débat général au sein de l'ONU en 2002, Mme Shelag Day, du Women's Economic Equality Project, a fait remarquer que « lorsque les femmes sont privées de la jouissance de leurs droits économiques, leur vulnérabilité sociale augmente. Elles se soumettent plus facilement, ne serait-ce que pour assurer leur survie. En outre, (...) l'amélioration du bien-être social et économique des femmes a des répercussions positives sur l'ensemble de la société. Pour ce faire, il faut aller au-delà de la simple égalité *de jure* et œuvrer en faveur d'une réelle égalité *de facto* ». Mais comment parvenir à cette plus grande égalité dans les sociétés du Sud comme du Nord, où les préjugés sont souvent profondément ancrés et garants d'un certain équilibre social ?

B. L'éducation comme outil d'émancipation

L'éducation permet aux jeunes filles d'avoir pleine conscience de leurs droits, et d'être traitées sur un pied d'égalité avec les garçons. Mais plus généralement l'éducation permet de questionner leur place au sein de la société et de la famille, et l'influence des schémas traditionnels. Mais surtout, l'égalité hommes/femmes est un important facteur de développement : moins il y a d'écart entre l'éducation des filles et des garçons, plus le territoire concerné sera développé. On le voit en Inde par exemple, où le Kerala est l'État indien avec l'écart entre le taux d'alphabétisation des hommes et celui des femmes le plus faible et le niveau de développement le plus élevé, tandis que le Rajasthan, État du nord de l'Inde, est dans la situation exactement inverse.

L'éducation pour les jeunes filles serait réellement émancipatrice si, au-delà de la transmission des savoirs, il y avait un réel accompagnement. A l'international dans les études supérieures, les femmes sont moins nombreuses dans le domaine scientifique que les garçons. Les filles auront d'avantage tendance à rentrer dans des filières littéraires. Elles représentent 70 % des licenciés en droit, jusqu'à 77 % en masters de lettres. Alors que dans les études scientifiques, comme la chirurgie, les femmes ne représentent que 40 % des diplômés. L'étude PISA démontre que les filles sont plus diplômées que les garçons. En France, 72 % des filles sont étudiantes contre 62 % pour les garçons. Mais comment peut-on expliquer une si grande réussite des femmes dans les études et une si faible part dans les postes à plus hautes responsabilités ? Les stéréotypes touchent aussi le monde du travail comme dans l'informatique où la part des femmes est très faible. Très souvent les femmes sont victimes de discrimination à l'embauche car elles ont des risques de tomber enceinte et doivent implicitement choisir entre leurs ambitions professionnelles et leur vie familiale.

Pourtant, c'est bien par l'éducation que l'on pourra non seulement permettre aux femmes de s'émanciper et d'imposer de nouvelles pratiques sociales, de briser le plafond de verre dans les sphères économiques et politiques, mais surtout de transformer en profondeur le regard porté sur les différences de genres et de sexualité. Cette éducation commence dès le plus jeune âge, lorsque les stéréotypes sur le genre s'ancrent chez les petits garçons et les petites filles. La promotion d'une éducation non-genrée fait polémique dans nos sociétés. Reste qu'une évidence s'impose à toutes : l'inégalité entre les genres freine le développement économique et social. Ainsi, elle coûterait en moyenne 95 milliards de dollars US par an à l'Afrique subsaharienne. L'accès à une éducation de qualité, en particulier pour les filles, est donc essentiel pour lutter contre le cycle de la pauvreté. Si le contexte n'est pas le même dans les pays du Nord et du Sud, et selon les aires culturelles, l'intérêt de mieux intégrer les femmes à la vie économique, sociale et culturelle apparaît évidente à la grande majorité des États, y compris les plus traditionnels. Mais le processus d'émancipation en cours suscite des réactions hostiles chez certaines franges de nos sociétés. Alors faut-il brusquer les représentations traditionnelles sur le rôle et la place des hommes et des femmes dans la société, au risque d'entraîner des crispations peu constructives ; ou faut-il tenter de concilier promotion sociale et économique des femmes et traditions culturelles « différentialistes », au risque cette fois de ne pas mener cette révolution jusqu'à son terme ?

Sources

Les concepts

[Que signifie le mot genre](#) (Conseils de journalistes)

[Les gender studies pour les nul\(-le\)s](#) (*Sciences humaines*, février 2005)

[Féminisme. Nom commun, cause commune](#) (Conseil du statut de la femme au Québec)

[Parité et égalité en femmes et hommes](#) (Insee, 21 mai 2019)

[Charge mentale, terme sociologique au service de l'égalité des sexes](#) (France Info / Le sens des mots, 14 août 2020)

[Discrimination](#) (Amnesty International)

[Mais ça veut dire quoi, LGBTQIA+ ?](#) (*Libération*, 25 janvier 2018)

Général

[Un monde de femmes](#) (Le Dessous des cartes | ARTE, 6 mars 2021)

Stéréotypes, discriminations, violences, sexisme

[Inégalités femmes hommes](#) (Oxfam)

[Gender stereotyping](#) (United Nations Human Rights Office)

[Le genre toujours au centre des loisirs](#) (*Libération*, 25 août 2019)

[Violence against Women in Europe](#) (Wave Report 2021)

[Les inégalités de genre en Inde](#) (Géoconfluences, 23 novembre 2016)

[Face à l'impunité des féminicides, les mères mènent leur propre enquête au Mexique](#) (RTS, 23 juin 2022)

[Devoir conjugal contre viol conjugal : histoire d'une reconnaissance laborieuse](#) (France Culture, 3 septembre 2019)

[Le droit à l'avortement plus que jamais menacé aux Etats-Unis](#) (podcast *Le Monde*, 9 mai 2022)

[Comment les Talibans s'attaquent aux droits des femmes en Afghanistan](#) (Amnesty International, 27 juillet 2022)

[Arabie saoudite : une étudiante condamnée à 34 ans de prison pour des tweets, notamment en faveur des droits des femmes](#) (*Le Monde*, 17 août 2022)

[Homosexuality: The countries where it is illegal to be gay](#) (BBC, 12 mai 2021)

[« On m'a expliqué que les gays étaient des dégénérés » – Homothérapies](#) (Arte, 2019)

[En Hongrie, le monde culturel craint la censure après la loi anti-LGBT](#) (*Libération*, 24 juillet 2021)

[Sous pression de l'UE, trois régions polonaises renoncent à être des zones «sans idéologie LGBT»](#) (*Libération*, 27 septembre 2021)

[Être LGBT+ en Afrique](#) (Kayamaga, 2021)

Nouveaux regards sur les hommes

[Le mythe de la virilité n'a pas disparu, il a muté](#) (Slate, 19 février 2018)

[Interview d'Adèle Haenel, comédienne](#) (France Inter, 13 septembre 2019)

[Les habits neufs de la masculinité](#) (*Libération*, 27 avril 2020)

["Les mâles du siècle" : le film féministe qui donne la parole aux hommes](#) (7 mars 2021)

Femmes et pouvoir

[Dans le monde, la présence marginale mais croissante des femmes en politique](#) (*Le Monde*, 12 octobre 2017)

[Covid-19 : les pays dirigés par des femmes gèrent-ils mieux la crise ?](#) (TV5 Monde, 20 avril 2020)

[Borne à Matignon : depuis 2000, moins de 10 % des gouvernements européens ont été dirigés par des femmes](#) (France Inter, 18 mai 2022)

Lutter contre les inégalités hommes-femmes

[ONU Femmes](#)

[L'égalité des sexes](#) (Nations unies)

[Les femmes et les Objectifs du développement durable](#) (ONU Femmes)

[Objectif n°5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles](#) (Nations Unies)

[L'égalité des genres à l'école](#) (Oxfam)

[Droits des femmes : construire l'égalité par l'éducation](#) (France Culture, 8 mars 2021)

[L'éducation « non genrée » dès la crèche pour prévenir le sexisme et les violences](#) (Basta !, 2 sept. 2021)

[L'éducation « non genrée » n'effacera jamais les différences anthropologiques entre les hommes et les femmes](#) (*Le Figaro*, 22 novembre 2021)

[L'éducation des filles, le B.A-BA de l'émancipation](#) (TV5 Monde)

[Gender Equality Index](#) for the European Union

[Les quotas sont-ils une solution pour l'égalité ?](#) (Cogito, 26 avril 2020)

[L'Union européenne fixe des quotas de femmes dans les conseils d'administration privés](#) (*Le Monde*, 8 juin 2022)

[La promotion de l'égalité hommes-femmes sur la chaîne de télévision Arte](#)

Le féminisme et la question du genre

[La question du genre au cœur de la crise sanitaire](#)

[Depuis #MeToo, où en est le féminisme ?](#) (France Inter, 24 octobre 2019)

[Une indignation féministe](#) (Arte, 2020)

[Les femmes peuvent-elles se libérer de leur corps ?](#) (Arte, 2022)

[Afghanistan : une féministe face aux talibans](#) (Arte, 10 décembre 2021)

[Sud-Américaines en guerre contre le machisme](#) (Arte, 2021)